

À bas Paul Martin !

JULIE ROULEAU

La semaine dernière, le ministre des Finances Paul Martin présentait les résultats de l'exercice financier pour l'année 1997-1998. Pour la première fois depuis 25 ans, le gouvernement fédéral accuse un surplus budgétaire. Il y a de quoi se réjouir, direz-vous. Ce n'est cependant pas l'avis de tous, une partie des étudiants universitaires canadiens y voyant une menace pour le système d'éducation actuel.

Un budget prometteur qui s'avère décevant

Dans leur budget pour l'année 1998-1999, les Libéraux avaient annoncé la création de plusieurs programmes et projets pour les étudiants de niveau post-secondaire. Qu'il s'agisse de la Fondation du Millénaire (qui octroie des bourses aux étudiants méritants), des nouveaux crédits d'impôt, des nouvelles politiques du Plan d'épargne enregistrées pour l'Éducation ou encore du prolongement de la période sans intérêt pour les prêts étudiants, ces nouvelles politiques devaient améliorer la situation financière précaire des étudiants. Force est de constater que tel n'est pas le cas.

Selon la FCEE (Fédération canadienne des étudiantes et

étudiants), ces mesures n'ont fait qu'aggraver la situation. En effet, elles ne font que creuser le fossé entre les étudiants provenant de milieux aisés et ceux dont les revenus familiaux sont plus limités.

Si nous prenons pour exemple la Fondation du Millénaire, la FCEE estime que ce programme n'aidera que 7 % des étudiants alors que plus de 75 % de la population étudiante nécessite une aide financière quelconque. De la même façon, la diminution des impôts pour les étudiants ne favorisent pas le bon groupe : elle aide seulement les mieux nantis. Devant de telles conclusions, la FCEE a convenu qu'il était temps de porter une attention particulière au système d'éducation post-secondaire.

La semaine Journées d'action

Pour sensibiliser les deux paliers de gouvernement ainsi

que la population en général aux problèmes des étudiants, la FCEE a organisé une semaine d'activités à travers le Canada. Se tenant du 13 au 16 octobre, elle prenait l'allure d'un *camping-in* à l'Université McGill où les étudiants étaient invités à planter leur tente devant le *James Administration Building* en guise

de protestation contre les politiques gouvernementales et l'administration de l'université. « Nous n'allons pas nous asseoir alors qu'ils [les dirigeants politiques] détruisent ce qui reste de notre système public d'éducation post-secondaire » dit un membre du McGill Action Committee. À Montréal, le point culminant de cette semaine fut sans doute la manifestation du 15 octobre contre la pauvreté étudiante. Partant du campus de McGill, ils étaient entre 300 et 400 de McGill, Concordia et l'UQAM à marcher vers la Place de la bourse. Rendus à destination, tout allait bien jusqu'à ce que le peu d'étudiants qui restaient décident d'entrer de force dans l'édifice. Une vingtaine d'entre eux ont réussi et la police de la CUM a dû intervenir. Trois manifestants seront accusés d'avoir troublé la paix.



PHOTO : MELISSA MARTIN

La FEUQ délaissée

Étrangement, alors que cette manifestation se voulait être une démonstration en masse de la détermination des étudiants, la FCEE n'a pas eu l'idée d'inviter la FEUQ (Fédération des étudiants universitaires du Québec) à participer. On pourrait croire que ceci est dû à une divergence d'opinion en ce qui a trait aux revendications, mais tel n'est pas le cas. Bien qu'il ne veuille pas prêter des intentions à la FCEE, Mathieu Boisvert de la FEUQ croit qu'il s'agit d'une divergence quant aux solutions proposées. Il cite comme exemple la Fondation du Millénaire. Alors que la FCEE veut en faire un système de prêts et bourses au niveau fédéral, la FEUQ préfère bonifier le système de prêts et bourses provincial. Ainsi, il semble que ce soit pour des questions politiques que la FEUQ ait été mise de côté lors de cet événement.

Il est dommage qu'un sujet aussi important que l'éducation n'arrive pas à rassembler tous les étudiants du Canada. Il a encore fallu des divergences d'opinions sur la question nationale pour que le pan-canadianisme dont se vantait le mouvement tombe à l'eau. Comme quoi il semble qu'on ne nous pardonnera pas de si tôt notre besoin de nous distinguer !

Les McGillois indifférents aux élections municipales

Anticipant les élections municipales, l'AEUM a organisé une série de rencontres avec les candidats à la mairie de Montréal.

PATRICK PRIMEAU

Le 8 octobre dernier, au beau milieu de l'incontournable Gerts, Michel Prescott du RCM nous a honoré de sa présence en arrêtant sa campagne en sol mcgillois. L'aspirant à la mairie est donc venu nous éclairer sur sa plate-forme électorale ainsi que répondre aux questions des étudiants présents, d'ailleurs peu nombreux.

La semaine suivante, c'est-à-dire le 15 octobre dernier, ce fut au tour de Jean Doré, chef d'équipe Montréal, de répéter l'exercice devant un nombre aussi restreint de participants. Les deux hommes, qui se sont

donc déplacés volontairement afin de rencontrer les étudiants de McGill, n'ont pu que constater le peu d'enthousiasme généré par cette campagne électorale municipale.

Salle comble ?

À première vue, l'idée d'organiser de telles rencontres semblait géniale étant donné le nombre relativement important d'étudiants provenant de l'extérieur de la ville. En effet, un tel forum pouvait représenter une bonne façon d'initier l'intelligentsia étrangère de McGill aux dessous de la petite mais vibrante politique montréalaise. De plus, n'oublions

pas les Montréalais d'appartenance qui avaient l'opportunité de connaître davantage les candidats avant de faire leur choix ultime le premier novembre prochain.

Malheureusement, ce fut un spectacle désolant, voire même embarrassant pour ces pauvres politiciens qui étaient sans doute déterminés à avoir un impact sur la jeunesse montréalaise. En effet, la salle était pratiquement vide, tant pour Prescott que pour Doré. Il était clair que plusieurs des gens présents l'étaient par obligation et non par choix.

suite en page 2

Sommaire

2	la minceur	3
4	Critique CD Le FCMM	éديو
5	De l'autre côté du périph	
6	la transparence dans l'information Autochtones et Canada	
7	Crise financière	

Cette semaine,
Julie
se prend pour une columniste

Mince alors!

JULIE ROULEAU

Sur l'heure du dîner, le temps est long au bureau. La cuisine est déserte: je suis la seule à ne pas pouvoir me payer une bouffe quotidienne au resto (frais de scolarité obligent). Pour tuer le temps, je feuillette une quelconque revue de mode que la délicieuse réceptionniste a bien voulu me prêter. Si j'avais tout à l'heure un petit creux pour mon sandwich au jambon, il a maintenant complètement disparu. C'est que la vue de ces mannequins rachitiques et osseux me donne envie de vomir...et me fait sentir coupable de manger! N'étant pas insensible à ce que la mode me propose, me voilà une nouvelle victime d'un tout nouveau produit: la minceur!

Tout a commencé avec l'arrivée de la britannique Kate Moss sur les catwalks et dans les pubs de Calvin Klein. Événement déclencheur ou révélateur d'une mode nouvelle? Difficile à dire. Le fait est que si les années 1980 ont été celles du maquillage outrageusement apparent, des jupes aux genoux et des sourcils à la Brooke Shield, les années 1990 sont celles du *fat free*, *sugar free* et des carcasses. Désormais, pour être belle, il faut avoir le ventre plat (personne ne semble être au courant de cette petite bosse qui s'appelle utérus), les côtes visibles, la cuisse et le molet rectilignes. Belle vie en perspective! Je dis belle vie, car cela signifie un adieu officiel aux blizzards estivaux, aux succulents muffins de la cafétéria, au rosbif du beau-père, au fromage de chèvre de Vaour, aux nachos de chez Carlos & Pepe's, aux baguettes du Pain doré, aux oeufs, au beurre, à la poutine de chez Ashton et j'en passe. Il y a de quoi se décourager.

Dieu soit loué, les dieux du marketing nous ont monté un *motivation plan*. Tout d'abord, descendre les grandeurs de taille d'une pointure. Ainsi, ce qui était du 7-8 en 1991 est maintenant du 5-6. Il y a donc maintenant des filles qui portent des jupes de taille 1-2. N'est-ce pas motivant? Encore un petit effort et tu seras au 0, ma grande! 0: la non-existence, la disparition, le néant. Deuxième étape: nous faire manger en nous convaincant que c'est peut-être un peu moins bon au goût, mais excellent pour la Ligne (avec un L majuscule S.V.P.). À cet effet, les restaurateurs et les gens de l'industrie alimentaire se font un plaisir de vous indiquer leurs plats à faible teneur en matières grasses: vinaigrette sans huile, muffin sans

beurre, gâteau au chocolat sans sucre. Il y a jusqu'aux céréales qui affichent « Sans gras ». Lorsque nous en sommes rendus à ce point, il est temps de réfléchir au problème. En effet, maintenant, ce sont des enfants en pleine croissance (et donc qui ont grandement besoin de ces calories) qui sont entraînés dans cette ronde. Cela peut s'avérer très dangereux.

Heureusement, certaines personnes en ont eu assez de ce concours de squelettes et ont décidé d'agir. Par le biais de la publicité et de l'art, elles ont dénoncé ce suicide collectif féminin. C'est ainsi que la compagnie Kellogg's a lancé une campagne publicitaire où l'accent est mis sur l'importance de la santé plutôt que sur la minceur. Vous avez sans doute vu cette pub-télé où une dizaine d'hommes parlent de leurs défauts physiques ou encore l'espace pub., plus troublant celui-là, où un beau bébé joufflu demande à sa mère s'il est trop gros. Avec cette campagne de sensibilisation, Kellogg's cherche (du moins l'espérons-nous) à remettre la population féminine sur le chemin de la santé. Ne changeant pas ses produits, Kellogg's veut modifier les motifs de consommation de ses produits. De la même façon, on voit certaines compagnies de vêtements telles que Guess qui ont toujours et qui continuent de choisir des mannequins minces, mais non maigres. Nous n'avons qu'à penser à Drew Barrymore, Eva Herzigova ou la nouvelle Laetitia Casta. Ces campagnes publicitaires qui font le tour de la planète ont l'effet de donner une alternative au modèle anorexique en vogue. C'est finalement Hollywood qui emboîte le pas aux Kellogg's, Guess et compagnie. Bien qu'ils soient peu nombreux, les films critiquent de plus en plus l'image de la jeune fille maigre et osseuse. Pensons entre autres au film « In and out » où Matt Dillon se moque à cœur joie de toutes ces mannequins brindilles qui fument la cigarette pour garder leur taille de fillette. Bien que ce film soit loin d'être un chef-d'œuvre cinématographique, il ose au moins attaquer les stéréotypes de la société d'aujourd'hui. Par leurs critiques, ces personnes amorcent une réflexion constructive sur la valeur de l'apparence physique comparée à celle de la santé physique.

Ne vous y trompez pas: je suis loin de me croire à l'abri de cette mode « fin de siècle ». J'accuse encore moins toutes les filles qui se préoccupent de leur poids d'être superficielles. Non, je déplore plutôt le fait que nous en soyons rendus là en tant que société: renier la femme en ce qu'elle est de plus beau, c'est-à-dire un être de courbes et de rondeurs.

suite de la page 1

Comme quoi la politique municipale demeure discrète et peu attrayante.

Seuls les journalistes des différents médias universitaires de McGill semblaient porter une attention particulière aux candidats. Lors de la conférence de Prescott, Radio-Canada a même fait un topo sur le fait que les jeunes semblaient indifférents au processus électoral municipal. Heureusement que la campagne provinciale sera déclenchée d'ici peu. Celle-ci suscitera sans doute plus d'intérêts et soulèvera peut-être plus de passion.

Ainsi, lors de l'arrivée des candidats, notre pauvre pub universitaire semblait désert comme si le gérant avait annoncé, un vendredi soir, qu'il n'y avait plus de bières. Malgré tout, ils ont pu mettre en avant leurs idées devant cet auditoire pour le moins inattentif.

Un discours pour les jeunes et rempli de promesses

Accompagné de Shawn Rosengarten (âgé de seulement 21 ans), candidat du RCM pour le RCM dans le district Peter-McGill, Michel Prescott semblait confiant lors de son allocution. Le jeune Rosengarten, pourtant habile orateur, ne semble pas être le candidat idéal dans un district aussi important du centre-ville même si de nombreux étudiants y

habitent.

D'autre part, monsieur Prescott a principalement insisté sur les jeunes ainsi que sur leur participation dans le processus de décision des affaires municipales en réinstituant les commissions de consultation que Pierre Bourque a abolies. Une forme de décentralisation du pouvoir en quelque sorte.

sa plate-forme. Celui-ci demeure confiant sur sa capacité à faire baisser les taxes pour les citoyens ainsi que celles pour les commerçants. De plus, il estime que les municipalités environnantes devraient payer leur part pour les services montréalais car la plupart de leurs citoyens utilisent les infrastructures de Montréal sans défrayer un sou.

« J'ai une passion pour cette ville et je suis désappointé de la voir couler ainsi. » ajoute monsieur Doré. Il croit qu'il faudra relancer l'économie en réduisant les taxes et en s'occupant plus directement des investisseurs potentiels.

Pourquoi pas la politique municipale?

Malgré tous les efforts déployés par nos politiciens municipaux, il semble que les citoyens y accordent peu d'importance. Le pouvoir décisionnel de ces dirigeants

étant limité par les politiques des paliers de gouvernements supérieurs, la population croit peu en leurs capacités de changer les choses. Ainsi, peu importe le gouvernement au pouvoir à la mairie, celui-ci est souvent perçu comme étant à la merci du provincial ou du fédéral.

On a sans doute raison de penser ainsi mais comme le disait si bien Vilain Pingouin, « Le droit de voter c'est le droit de chialer » Alors allez-y; aux urnes tout le monde.

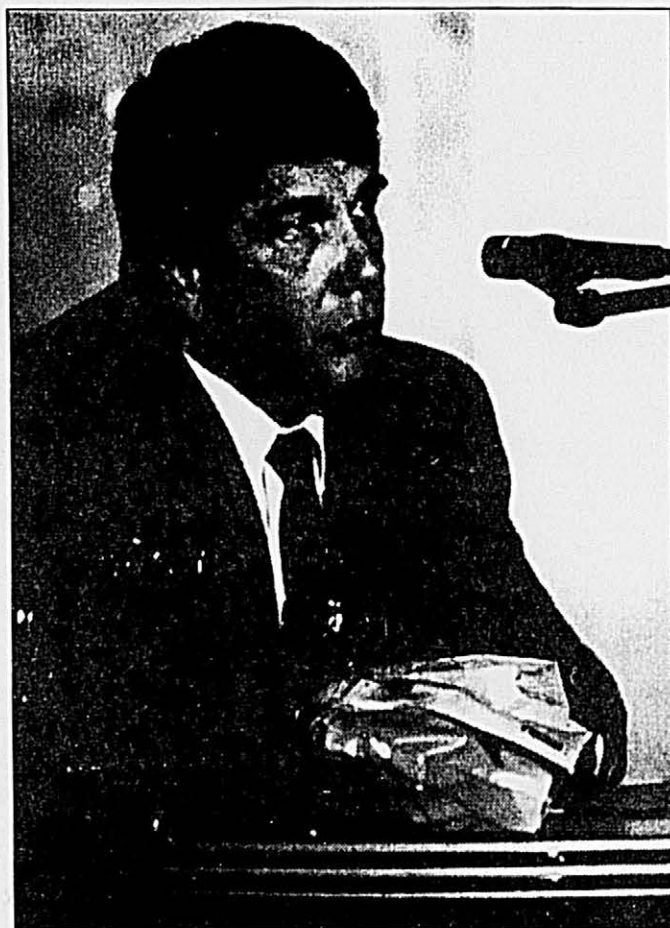


PHOTO: MELISSA MARTIN

courrier

Nous vous encourageons à remplir cet espace.
Faites nous parvenir vos commentaires et suggestions.
Merci.

Le bel âge

« J'avais vingt ans. Je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie » Paul Nizan, *Aden Arabie*

La semaine dernière était celle des revendications étudiantes; si vous ne l'avez pas remarqué, vous étiez probablement barricadé chez vous pour cause de maladie très grave et très contagieuse ou tellement passionné par les élections municipales que vous traversiez le campus le nez dans votre journal.

Dans tout ce brouhaha, vous n'avez probablement pas prêté attention à l'action de la CÉTEC, la Coalition étudiante pour le transport en commun, qui, le 14, a déposé au Conseil d'administration de la STCUM une pétition exigeant « un tarif réduit à 50% du tarif régulier pour tous les étudiants et étudiantes et ce, sans forme de discrimination sur la base de l'âge ».

La CÉTEC met le doigt sur un autre moyen de diminuer les dépenses étudiantes, à savoir l'instauration d'un tarif réduit pour les étudiants de tout âge (est-on « moins » étudiant parce qu'on a 19 ans?). Mais ce tarif étudiant ne devrait pas être l'exclusivité de la STCUM: il pourrait s'étendre, entre autres, aux cafétérias étudiantes et aux institutions culturelles. Outre le fait de diminuer considérablement les dépenses des étudiants, ces mesures les inciteraient à fréquenter plus assidûment les musées et spectacles, leur permettant ainsi de sortir de l'université plus cultivés et moins endettés.

Demandons-nous d'abord pourquoi on passe du statut d'étudiant à celui d'adulte à 18 ans. Quoi? Vous étiez assez naïfs pour croire que c'était l'âge où les enfants devenaient grands, où les ados pouvaient aller au bar sans avoir peur de se faire « carter »? Détrompez-vous, la STCUM vous l'écrit noir sur blanc: à dix-huit ans c'est votre passe mensuelle qui change et, d'étudiante/19\$, devient adulte/43\$. Ces deux termes - étudiant et adulte - sont-ils

antinomiques? Un étudiant de vingt ans habitant en appartement est-il moins étudiant que son confrère de dix-sept, habillé, logé et nourri par ses parents? Est-il plus riche? Cela implique-t-il qu'on doive, à cet âge vénérable, mettre fin à ces frivolités que sont les études et enfin entrer dans la masse des travailleurs

complets à prix « étudiants », serait une solution au problème. Si les étudiants se plaignent de manquer d'argent, les professeurs, eux, leur reprochent de manquer de culture générale; mais comment les en blâmer s'ils n'y ont pas accès financièrement?

Est-ce trop demander à notre très cher gouvernement? Je ne le crois pas (de toute façon, à la veille des élections, côté promesses, on n'en demande jamais trop!). Plusieurs pays d'Europe pratiquent déjà le système du « Resto-U » (restaurant universitaire offrant aux étudiants des repas complets à prix réduits) et de l'entrée gratuite pour les étudiants dans la plupart des musées, ainsi que le demi-tarif dans les transports en communs sans pour autant avoir à déclarer faillite.

Non seulement avons-nous les moyens d'accéder à ces quelques requêtes (et probablement à bien d'autres), nous avons même le devoir de le faire et pas seulement parce que cela nous sera, à plus ou moins long terme, économiquement profitable. Les étudiants n'ayant pas à travailler pendant leurs études auront plus de temps pour... étudier, et auront ainsi plus de chances de terminer leurs études plus rapidement. De plus, si ils sont habitués à fréquenter des institutions culturelles, ils continueront à le faire tout au long de leur vie. C'est un choix de société: voulons-nous que les travailleurs de demain aient pris l'habitude d'aller au Nautilus Plus avant d'aller boire une bière, ou qu'ils fréquentent théâtres et musées? Voulons-nous que « nos » étudiants soient obligés de travailler, ou l'éducation est-elle assez importante pour qu'on leur donne les moyens de s'y consacrer entièrement?

Mayyada Kheir pour l'équipe du *Délit français*.



Pour un système de transport en commun plus juste

photo: Mathieu Laplante

productifs? Ou cela nous encourage-t-il à trouver un travail parallèlement à nos études, ce qui n'est pas nécessairement recommandé à l'université, sous peine de prolonger des études déjà assez étendues comme ça

Alors que les rabais pour étudiants fleurissent dans les entreprises privées (salon de coiffure, boutiques de prêt-à-porter, bars, restaurants et même clubs de sport), certains services plus importants entraînent la patte. Le transport est un besoin essentiel des étudiants, c'est indiscutable; bien qu'il se donne aujourd'hui des cours par télévision, correspondance et sur l'Internet, la plupart des étudiants doivent encore se rendre à l'université.

Quant au besoin de manger, il n'est pas toujours satisfait parmi cette portion de la population estudiantine habitant en appartement, souvent trop paresseuse ou fauchée pour se nourrir convenablement; une cafétéria servant à chaque midi des repas

Le DÉLIT FRANÇAIS

Le *Délit français* est publié par la Daily Publication Society. Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et illustrations dont les droits avaient auparavant été réservés, incluant les articles de CUP et de la PEQ). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du *Délit français* n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal. Imprimé par Payette et Simms inc.

Le *Délit français* est membre fondateur de la Canadian University Press (CUP) et de la Presse étudiante du Québec (PEQ)

Imprimé sur du papier recyclé à 20 p. cent.
ISSN 1192-4608

LE DÉLIT FRANÇAIS

rédaction en chef

Patrick Primeau

rédaction nouvelles

Julien Laplante

rédaction culture

Sylvain Larocque / Jonathan Arès

mise en page

Patrick Primeau

Sylvain Larocque

Loïc Bernard

responsables site internet

Cédric Jouve / Nicolas Delerue

correction

Véronique Félix

Laurence Toffoletto

Sébastien Mosbah

collaboration

Sébastien Mosbah

Julie Rouleau

Marc Pomerleau

Mayyada Kheir

illustrations

Michel Hellman

photographie

Mélissa Martin

LE MCGILL DAILY

coordination de la rédaction

Verda Cook

gérance

Marian Schrier

assistance à la gérance

Parvati Neogi

publicité

Boris Shedov et Letty Matteo

photocomposition et publicité

Mark Brooker

Visitez le site internet
du *Délit français*

<http://ssmu.mcgill.ca/delitfrancais>

un@delit.com
http://
delit.com
français
delit

Vous pouvez également
envoyer vos
commentaires par
courrier électronique

dailyf@vub.mcgill.ca

L'usage du masculin dans les pages
du *Délit français* vise à alléger le
texte et ne se veut nullement discriminatoire.

RÉDACTION

3480 McTavish, bur. B-03,

Montréal, Québec, H3A 1X9.

(514) 398-6784/5

Télécopieur : 398-8318

PUBLICITÉ

3480 McTavish, bur. B-07,

Montréal, Québec, H3A 1X9.

(514) 398-6790

Télécopieur : 398-8318

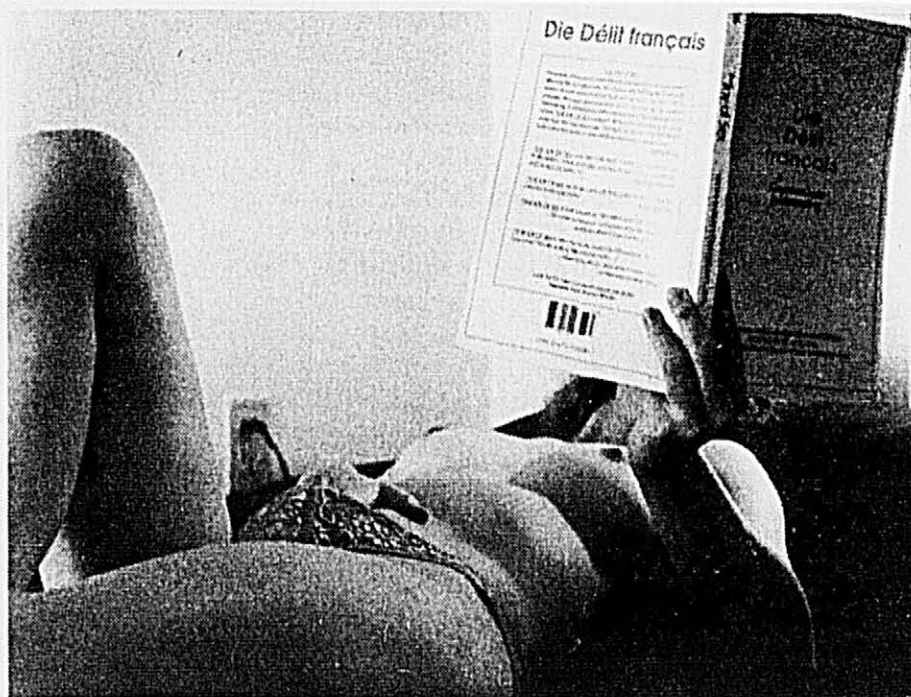
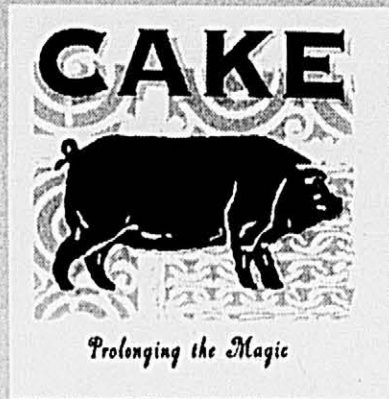


PHOTO: DEREK FUNG

Une tonne de plaisir avec le Délit. Réunion tous les mardis 16h30, Shatner B-03. Journalistes et autres talents (hum hum) recherchés.

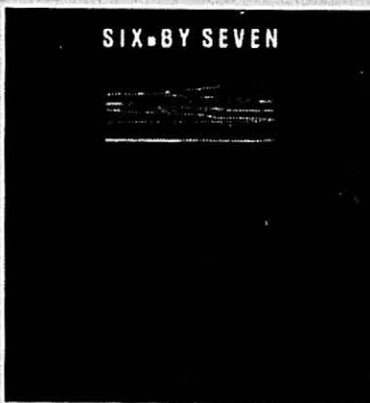
Ab... CD



Cake
Prolonging the Magic
Capricorn

Avec *Prolonging the Magic*, le plaisir continue. La musique d'influence country, les peines d'amour pour paroles, les trompettes bien feutrées et les « oh yeah » et « alright » parsemés ça et là persistent. Cake est hermétique à toute influence, pour le moins qu'on puisse dire. Cet album aurait bien pu paraître il y a un an, qu'il n'y aurait pas eu de différence. Dans cette inertie, Cake continue d'explorer une seule et unique style: le leur, ce qui n'est pas forcément mauvais. On n'y va pas par la technique d'essai et erreur; le groupe s'en tient plutôt à ce qu'il maîtrise, et ça fait du bien. Et par dessus tout, Cake ne s'enlise pas, et son style demeure toujours aussi rafraîchissant. Si tous les groupes musicaux étaient ainsi, la musique n'évoluerait certes pas très vite, mais on endisquerait peut-être moins de merdes. Les groupes ne vivraient que le temps de quelques albums de gloire puis s'éteindraient. Cake essaie de prolonger la magie, mais jusqu'à quand ?

7/10



Six By Seven
The Things We Make
Universal

Il est étonnant de voir que Six By Seven ait choisi la voie de la Britpop, style un peu massacré par Oasis. Avec *The Things We Make*, leur premier album, Six By Seven réinventent pourtant les choses et intègrent un peu de subliminal dans la chose. Les paroles font place à la musique, et les guitares, prédominantes, planent tandis que le rythme, au fond, les assiste. *The Things We Make* est de la musique âcre et acide, avec un certain côté sombre. Le son des guitares, étiré et grinçant, rappelle celui de Sonic Youth. La voix, floue, chante des paroles minimalistes. Le tout donne l'espoir d'une résurgence de la Britpop, voire d'une post-Britpop. Cet album a conquis le Royaume-Uni mais il trouvera difficilement preneur de ce côté de l'Atlantique. Mais n'est-ce pas là l'essence même de la Britpop ?

8/10

-- Jonathan Arès

LE FESTIVAL DU NOUVEAU CINÉMA ET DES NOUVEAUX MÉDIAS DE MONTRÉAL

Pour cinéastes intrépides

SYLVAIN LAROCQUE

Ah! Les mots. Les jolis mots. Les longs mots. Les mots à cent piastres. Les mots qu'on aime prononcer sans trop savoir pourquoi. Ah! Ces mots... Le Festival du nouveau cinéma et des nouveaux médias de Montréal (FCMM), qui s'est ouvert le 15 octobre dernier et qui se poursuit jusqu'au 25, suscite tant chez ses organisateurs que chez ceux qui en parlent un tel intérêt pour ces mots porteurs de mystère qu'on les retrouve partout, comme s'ils expliquaient tout. Manipulations visuelles, pistes sonores atmosphériques, improvisation cinématographique, couches temporelles et narratives des images... voilà de quoi saliver ou s'esclaffer. Comment rester de glace devant autant de verve technologique et artistique ? Il doit bien y avoir là quelque chose de plus que des mots ?

C'est ce que votre humble serviteur a tenté d'aller découvrir ce week-end en fréquentant (presque) assidument le Média Lounge, « une zone autonome temporaire dédiée aux pratiques émergentes » où, devant des paires d'yeux parfois ébahis, parfois confus, des expérimentations tirées par les cheveux mais totalement sérieuses — au yeux des protagonistes du moins... — ont lieu.

Projecteurs multiples

Samedi soir, par exemple, la « cellule d'intervention Metamkine », un groupe composé de deux cinéastes (Christophe Auger et Xavier Quérel) et d'un musicien (Jérôme Noetinger) s'est affairé à présenter un spectacle en partie improvisé qui a recours à pas moins de 5 projecteurs 16 mm et Super 8. Faisant face au public, les cinéastes projettent en direction de celui-ci des images qui sont réfléchies par deux miroirs orientés vers un écran géant. Deux autres projecteurs, placés à l'arrière de l'assistance, projettent également sur le même écran, mais seulement lorsqu'un programme informatique les y commande. À l'occasion un des cinéastes utilise ses mains pour créer des formes à l'écran, un peu comme vous l'avez sûrement déjà fait avec le rétroprojecteur de votre prof de maths... Le musicien du groupe, à l'instar de ses collègues, mixe en direct des sons (parfois difficilement supportables tellement ils sont agaçants...) produits par une panoplie d'objets et d'appareils plus étonnants les uns que les autres.

Le résultat de tous ces efforts donne à l'écran une superposition inusitée d'images qui est plus intéressante que divertissante. Dans ce spectacle de la série « Performances » de la catégorie « Nouveaux Médias » du festival comme dans bien d'autres, le travail en direct des artistes est aussi intéressant, sinon plus, que ce qui est projeté.

C'est en assistant à de tels événements que l'on se rend compte que l'expérimentation est un mal nécessaire. Nécessaire parce qu'on ne peut progresser sans elle, mais un mal car l'on ne sait jamais sur quoi on va tomber... Tous les médias ont beau faire tout un plat de ce beau festival décemment branché, des événements comme ceux qu'on peut voir au Média Lounge ne sont pas à la portée de tout le monde. Non pas que le public en général ne puisse comprendre ce qui s'y passe — il y a bien peu à comprendre, côté contenu — mais plutôt que le commun des mortels préfère se faire raconter des histoires que de voir une bande d'hurluberlus tenter de faire avancer l'art cinématographique...

Les bons vieux longs métrages «nouveaux»...

Pour ceux que les mots extravagants ne font que titiller, et qui recherchent davantage un bon film que la dernière application du cinéma interactif qu'on sait de toute façon vain

(qui veut vraiment aller voir un film en choisissant les images qui seront projetées?), il y a encore le volet longs métrages, qui demeure l'épine dorsale du festival.

Pour Claude Chamberlan, le directeur du FCMM et de cette section, «nouveau cinéma» veut probablement dire tout simplement «cinéma indépendant», car on voit mal, sauf pour quelques exceptions notables, en quoi les films présentés ont quelque chose de nouveau. Après tout, comme le dit si bien Nils Tavernier (voir autre texte), chaque film a quelque chose de nouveau, de différent.

Conceiving Ada, de Lynn Herschman Leeson, s'avère fort intéressant par son sujet, ancré dans les nouvelles technologies: une programmeuse analyste essaie, par l'entremise d'instruments numériques récents, d'entrer en contact avec Ada Lovelace, une savante mathématicienne du XIX^e siècle à qui on attribue l'invention du premier programme d'ordinateur.

Notons aussi le dernier film de l'Américain Todd Solondz, *Happiness*, qui «explore, sur le ton de l'humour féroce, les zones d'ombres et les petites misères de notre humanité grouillante et souffrante».

Fin de siècle oblige, un film comme *Last Night*, du Canadien Don McKellar s'impose dans un festival qui se veut de son temps. Encore une fois, c'est le récit qui suscite l'intérêt: la fin du monde imminente, «un groupe de personnes acceptent leur sort avec résignation et doivent décider comment et avec qui passer leur dernière nuit sur terre».

Le film le plus «chaud» du festival est sans doute *Pas vu pas pris* de Pierre Carles. Interdit en France, le film pose la question «peut-on dire toute la vérité à la télé ?» suite à une conversation compromettante (et enregistrée) entre un ministre et le vice-président de la chaîne TF1. Ayant pour origine un document audiovisuel pirate, le film se présente comme une «documédie», ou «documedia». Voilà un nouveau genre...

Côté courts et moyens métrages, le festival offre cette année une «panoplie d'images et de sons (beaucoup de son)» où l'on retrouve de la vidéo, du cinéma, de l'animation, des documentaires, des fictions, de même que, fallait s'y attendre, «de l'expérimentation, de l'audace, du fantastique et de l'humanité». Il y en a pour tous les goûts, et joie! les films sont présentés en 24 programmes thématiques.

Pour les insatiables, mentionnons enfin que le festival présente des programmes spéciaux (hommages, rétrospectives, portraits...), des installations et des oeuvres multimédia (comme des cédéroms vraiment déments). Le FCMM est vraiment une occasion en or de découvrir du bon cinéma indépendant et, pour ceux qui en ont la patience, d'en apprendre sur l'évolution effrénée des technologies cinématographiques.

Site ouëbe du FCMM: <http://www.FCMM.com> (minable pour un tel événement).

Les «Performances Nouveaux médias» se déroulent au Média Lounge du Musée Juste pour rire, 2111 boul. Saint-Laurent à 21h jusqu'au 24 octobre.

Consultez l'horaire du festival disponible un peu partout à Montréal.

NOUVE
NOUVE
MEDIA

15-25 OCTOB

QUANTIER LATIN / CINÉMATHEQUE
MÉDIA LOUNGE (MUSÉE JUSTE POUR RIRE)

DE L'AUTRE CÔTÉ DU PÉRIPH' AU FCMM

Les Tavernier père et fils et le meilleur de l'âme

SYLVAIN LAROCQUE

Paris est, au dire de Nils Tavernier, la ville la plus fliquée d'Europe. Concentrique et bordée par la Périphérie, vaste autoroute métropolitaine, elle est entourée d'innombrables villes de banlieue, aussi construites en cercle, mais où la sécurité publique ne va nécessairement pas de soi. L'une d'elle, Montreuil, et plus particulièrement la cité HLM des Grands-Pêchers, est le sujet d'un documentaire tourné par Tavernier et son père Bertrand, *De l'autre côté du périph'*, présenté cette semaine au FCMM.

Le sujet n'est pas nouveau. On trouve dans chaque grande ville du monde des quartiers mal famés où la violence, la pauvreté, le chômage, le racisme et la drogue sont des problèmes si graves qu'on a tendance à percevoir ces milieux exclusivement comme des endroits que seule la morosité peut décrire.

À l'instar de tous ceux qui sont victimes de discrimination, les habitants de ces quartiers mal vus doivent souvent taire leur lieu de résidence lorsque, par exemple, ils cherchent un emploi, de peur qu'on les disqualifie automatiquement. À une autre époque, il suffisait de « bien naître »; pour certains aujourd'hui il faut aussi naître à la bonne place...

Les cités HLM, érigées dans les années 70, sont aujourd'hui occupées majoritairement par des familles à revenu modeste et des immigrés. Ces cités, composées de tours de bé-

ton hautes d'une douzaine d'étages disposées en cercle, comportent en leur centre un grand terrain de jeu, ainsi placé pour assurer la protection des enfants. Or, cet aménagement à première vue ingénieux est vite devenu dangereux: les édifices, très proches les uns des autres, ne laissent que très peu d'espace pour entrer et sortir de la cité. Quand les enfants, jadis protégés par le terrain de jeu, deviennent grands et se transforment en « mômes » (membres de gangs) qui bloquent les quelques issues disponibles, la police n'ose plus mettre les pieds dans la cité, qui est en quelque sorte laissée à elle-même.

Inutile de dire qu'on peut s'attendre au pire...

À l'origine du film: une loi mesquine

Or, ce n'est pas à Grands-Pêchers que la situation est la pire en France. Pourquoi donc vouloir y tourner un documentaire? Une provocation politique. En 1996, le gouvernement français voulait faire adopter une loi (la loi Debré) sur « l'intégration sociale » qui compliquait la situation des étrangers et des immigrés illégaux. Or la population, les artistes en particulier, se sont révoltés contre ce projet de loi et ont contribué à son échec. Le 11 février 1997, 66 cinéastes appellent à la désobéissance civile pour protester et, quelques jours plus tard, reçoivent une lettre du ministre responsable de « l'intégration » qui les invite à se rendre dans des cités HLM pour qu'ils prennent connaissance de l'état des choses, insinuant qu'ils ne savaient pas de quoi ils parlaient quand ils évoquaient ces cités. Seuls Bertrand Tavernier et son fils Nils ont répondu au défi, probablement à la grande stupéfaction du ministre en question...

Le tournage s'est échelonné sur trois mois et le montage a duré 10 mois. « On s'est permis de faire un film luxueux qui prend le temps d'écouter ce que les gens ont à dire, dit Nils en entrevue au *Défilé français*. Nous n'aimons pas couper la parole. Ces gens-là avaient vraiment plein de choses à dire, et



Nils Tavernier

Bertrand Tavernier

DE L'AUTRE CÔTÉ DU PÉRIPH'
THE OTHER SIDE OF THE TRACKS
Bertrand Tavernier,
Nils Tavernier

personne ne les avait jamais écoutés. »

On pourrait en effet croire que des gens mal famés qui vivent dans des tours de bétons n'ont rien à dire, voire qu'ils n'ont pas d'opinion. Mais le film prouve tout le contraire. Il montre bien que ces gens, comme n'importe qui, ont des buts et des ambitions dans la vie, et que c'est la perception qu'ont les autres de leur personne qui leur nuit, et non un manque de détermination.

Le ministre qui avait « assigné » Grands-Pêchers aux Tavernier avait laissé entendre clairement en public que cette cité était une des pires qui existait, empirant une réputation déjà fort peu enviable. On peut donc penser que la caméra des cinéastes était la bienvenue, ne serait-ce que pour rétablir les faits.

« Chez les 30-50 ans, on nous a bien perçus dès le début, confie Tavernier. Mais certains mômes [destougs] voulaient me casser la gueule; ils ne voulaient pas qu'on corrige la réputation de leur cité, eux, ils en étaient fiers ! Ils n'arrivaient pas à comprendre que je veuille filmer leur cité, ils croyaient que j'allais repartir bredouille. »

Mais il est resté, et les mômes l'ont finalement accepté. « Je suis un cinéaste de terrain, un gars de la rue. J'ai pris de la came de 13 à 20 ans. Après être resté une nuit avec eux sur un banc public, ils ont dû se dire que j'étais aussi fondu qu'eux ! »

Une vision hybride

Le documentaire tire une grande partie de

sa richesse du fait qu'il a été tourné par le père et le fils. « Mon père n'aurait pu recueillir certains témoignages de jeunes dans la rue. Il ne parle pas le même langage qu'eux. De la même façon, je n'aurais pu aller interviewer le maire ou le commissaire de police. » Contrairement à plusieurs documentaires qui n'adoptent qu'un point de vue, *De l'autre côté du périph'* présente un portrait hybride qui s'avère touchant mais aussi bien ancré dans la réalité des rapports gouvernement-population.

Nils Tavernier a tourné 15 documentaires en sept ans et il a joué dans pas moins de 20 longs métrages de fiction. Il voit son petit dernier comme un film antiraciste, antiradical, antifasciste qui se veut un porte-voix pour la défense des droits de l'homme. C'est un documentaire puissant, deux heures et demie qui passent comme un baiser à l'humanité, qui montre une fois de plus que les apparences et les rumeurs sont souvent trompeuses. Grands-Pêchers n'est certes pas le paradis, les problèmes qui l'affligent sont innombrables (comme partout ailleurs), mais les gens qui y habitent sont des sages.

À voir si vous vous intéressez au harcèlement policier, au choc des cultures, au racisme, à la toxicomanie, à la violence mais aussi à la solidarité et, surtout, au « meilleur de l'âme » comme le disait Aragon.

De l'autre côté du périph' sera présenté ce soir (le 20) à 21h15 à la salle Fernand-Seguin de la Cinémathèque québécoise, 335 de Maisonneuve E. et le 24 au Cinéma ONF, 1564, rue Saint-Denis. Info: 514.843.6560.

STIVAL INTERNATIONAL
AU CINÉMA
AUX

27
START

AL
RE
/ ONF / PARALLÈLE /
UN NIRE)



Conférence

La transparence dans l'information

L'Axe Québec-Canada-Afrique, un organisme de solidarité internationale, organisait jeudi dernier une conférence sur la transparence dans l'information. Les trois spécialistes invités, le politologue et ex-recteur de l'UQAM M. Claude Corbo, le président du Conseil de presse du Québec (CPQ), M. Claude Maltais et Me Gérard Tremblay, président du cabinet d'avocats McCarthy Tétrault, se sont interrogés sur la place occupée par l'information dans notre société, se servant des déboires du Président Clinton comme piste de réflexion.

JULIEN LAPLANTE

C'est devant un maigre auditoire d'une quinzaine de personnes, et ce malgré la notoriété des conférenciers, que la discussion s'est déroulée. Le professeur Corbo fut le premier à prendre la parole en analysant les fondements historiques de la place des médias dans la société américaine. M. Maltais, journaliste de métier et président d'un organisme veillant au respect de l'éthique journalistique dans les médias québécois, s'est quant à lui interrogé sur la déontologie et ses limites dans l'information. Le dernier interlocuteur à s'exprimer, Me Tremblay, un avocat spécialisé en litiges, a attaqué la question du point de vue du droit, se demandant si les problèmes et les excès de la presse n'étaient pas en partie causés par une trop grande protection légale.

M. Corbo précise dès le début que l'affaire Lewinski et son ampleur médiatique n'ont rien de très surprenant. « Quand on regarde ce qui s'est passé récemment, on ne doit pas s'en étonner compte tenu de la liberté de la presse aux États-Unis », précise-t-il. Mais cette grande liberté de la presse, d'où vient-elle ? M. Corbo rappelle qu'elle est présente depuis les tout débuts de la nation américaine. Cette quasi-immunité des médias est même enchâssée dans la constitution en raison de l'importance que lui accordait les Pères fondateurs de la Constitution. Thomas Jefferson, un libéral de la première heure et un des architectes les

plus connus de la Déclaration d'indépendance américaine, croyait, selon le politologue, que « la liberté de la presse était une condition essentielle d'un gouvernement respectueux des libertés individuelles ».

C'est donc dire que depuis l'indépendance des États-Unis en 1776, la notion de liberté de la presse a toujours été perçue comme un des fondements de la société américaine. Et cette presse n'en est pas du tout restée à un rôle passif. En effet, « certains journalistes ont poussé des réformes » et « la presse a joué un rôle extrêmement important à certains moments de l'histoire des États-Unis » comme, par exemple, pour les lois antitrusts.

Les médias ont eu, dans l'histoire des États-Unis, une influence sans cesse grandissante dû à leur grande liberté et à leur pouvoir. Ceci sans compter l'avènement de la télévision, qui a dramatiquement transformé le rapport entre informateur et informé. Les médias, selon M. Corbo, « aiment jouer un rôle de contrôle » et vont jusqu'à jouer un rôle de « setting the mood ». Non seulement ceux-ci rapportent ce qu'ils voient, mais tentent aussi de dire à leur auditoire comment penser.

Est-ce que la situation des médias au Canada pourrait évoluer dans une direction sembla-

ble ? « Je ne suis pas prophète », répond M. Corbo, mais « le Canada est certainement exposé à des influences de son voisin du Sud ».

M. Maltais a ensuite abordé le côté déontologique de la question. « La presse est le miroir de la société. Parfois c'est un miroir exact, parfois c'est un miroir déformé ». Dans l'affaire Lewinski, le « phénomène est révélateur des valeurs globales de l'Amérique ». Le problème auquel sont confrontés les médias surgit essentiellement de la collision entre deux formes

d'éthique : celle du journaliste et celle du marchand. Le président du CPQ ajoute qu'il s'agit d'un phénomène de masse et que la faute n'incombe pas exclusivement aux médias : au bout de la chaîne, on retrouve effective-

ment les « consommateurs » de nouvelles, qui cautionnent ces débordements en achetant et regardant ces informations.

Le fait intéressant reste, selon M. Maltais, que l'opinion publique n'a pas vraiment été influencée par ce que les « bien-pensants » leur ont dit au travers de leurs nombreux éditoriaux. En effet, l'opinion américaine est restée de glace face aux appels à la démission du Président Clinton. Ceci nous porte à croire que les excès médiatiques ont probablement atteint un point critique qui en est venu à littérale-

ment dégoûter les citoyens qui, excédés, ont bien plus envie d'accorder leur grâce au Président qu'aux médias. Reste à savoir si une telle réaction obligera les médias à rectifier leur tir.

Me Tremblay a continué dans la même ligne de pensée, mentionnant que l'industrie de l'information avait réussi, au fil des ans, à se faire accorder le statut d'une industrie capitaliste comme les autres. « Les médias [américains] ont réussi à se faire accorder une protection constitutionnelle qui est sur le même pied d'égalité que le droit à la vie », déclare-t-il. Citant un certain M. Hamilton dans un article du New York Times, il résume la vision de certaines personnes en quelques mots : « Un journal est une entreprise privée comme les autres ne devant rien au public ». Pour l'avocat, l'affaire Lewinski, « c'est le bon vieux capitalisme là pour faire des profits ».

Le problème serait donc essentiellement légal. Imaginez-vous, les Américains auraient accordé une protection constitutionnelle à une entreprise qui en serait devenue « une comme les autres » ! Pourtant, tout le monde sait qu'il n'en va pas ainsi : l'information n'est pas un produit comme les autres puisqu'il joue un rôle crucial dans l'exercice démocratique.

Quant à la possibilité qu'un tel phénomène se produise au Québec ou au Canada, il est, de l'avis de Me Tremblay, plutôt réduit puisque les tribunaux ont accordé au droit à la vie privée un statut quasi-constitutionnel. Ce droit vient donc contrebalancer le droit à l'information, ce qui n'est pas toujours le cas aux États-Unis.

« Les médias ont réussi à se faire accorder une protection constitutionnelle qui est sur le même pied d'égalité que le droit à la vie »

Société

Canada 1, Autochtones 63

MARC POMERLEAU

Depuis six ans, le Canada obtient la palme d'or de l'ONU pour le niveau de vie de ses citoyens. En analysant la qualité de vie des Amérindiens vivant en réserves, on remarque qu'ils sont au 63^e rang.

Une étude faite par le ministère des Affaires indiennes a en effet remarqué que les Amérindiens vivant en réserves au Canada avaient un niveau de vie comparable à celui des Russes et pire que celui des Thaïlandais. Le gouvernement fédéral devrait donc y penser à deux fois avant de se « péter les bretelles » sur la scène internationale.

L'étude démontre que les Amérindiens dans les réserves occuperaient le 63^e rang mondial quant à l'indice de développement humain. Cette méthode compare le revenu par habitant, le taux de scolarité et l'espérance de vie des citoyens de différents pays.

Alors que l'espérance de vie des Canadiens est de 77,2 ans, les Amérindiens dans les réserves ne vivent en moyenne que 67,6 ans, soit dix ans de moins que les autres Canadiens. De

plus, le revenu par habitant de ces mêmes autochtones est nettement plus bas que la moyenne canadienne. Les Canadiens gagnent 19 320\$ par année alors que les Amérindiens ne se contentent que d'un maigre revenu annuel de 6542\$.

Il semble étrange qu'une telle différence existe dans l'un des pays supposément les plus égalitaires au monde. Nous pouvons également nous demander ce qu'il advient de toutes les subventions aux Amérindiens. Il serait temps que les dirigeants de ce pays contrôlent l'argent qui va vers les réserves - s'il y en a effectivement - et qu'il soit distribué équitablement entre les autochtones. Ils ont le droit de savoir ce qu'il advient de leur argent. L'accès à l'éducation semble également déficient ; chose tout-à-fait inacceptable dans un pays bondé de collèges et d'universités.

Plusieurs Amérindiens vivent dans de véritables taudis où la vie est exécrable. Il est temps d'oublier nos différends avec les premières nations - habituellement avec une minorité d'entre eux - et de leur favoriser l'accès à un niveau de vie décent dans un pays du G7. Les autochtones sont des citoyens à part entière

du Canada et rien ne peut justifier qu'ils aient un niveau de vie digne du tiers-monde. Ils devraient bientôt figurer en

haut de la liste de l'ONU avec les autres Canadiens si l'on veut continuer à se vanter d'être les premiers.



annonces classées

Les annonces peuvent être placées par l'intermédiaire du bureau d'affaires du daily, local B-07 du Centre universitaire, avant 14h00, deux jours avant la publication. Les bureaux sont ouverts de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi. Étudiants et employés de McGill (avec carte): \$4.75 par jour, \$4.25 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Grand Public: \$6.00 par jour, \$5.00 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Des frais supplémentaires peuvent survenir. Les prix n'incluent pas les taxes de vente (TPS et TVQ). Pour de plus amples informations, venez en personne à notre bureau ou appelez au 398-6790. VOUS NE POUVEZ PAS PLACER VOTRE ANNONCE PAR TÉLÉPHONE. VEUILLEZ VÉRIFIER VOTRE ANNONCE LORSQU'ELLE PARAÎTRA DANS LE JOURNAL. Le Daily ne se tient pas responsable des erreurs ou des conséquences que pourraient entraîner ces erreurs. À votre demande, nous réimprimerons votre annonce si cette dernière était incorrecte par notre faute. Le Daily se réserve le droit de ne pas imprimer certaines annonces.

LOGEMENT

To share apt. until July. Prestige Upper Outremont, quiet non-smoker, female, professional or student. \$350/mo. Cote Ste Catherine at Laurier. Walking dist. to university and hosp. 271-5110.

AIDE DEMANDÉE

Travel-Teach English.
5 day/40 hr Sept. 23-27. TESOL teacher cert. course (or by corresp.) 1000's of jobs available. NOW. Free Info pack, toll free 1-888-270-2941.

TRAITEMENT DE TEXTE/MISE EN PAGE

Success To All Students
WordPerfect 5.1 Term papers, resumes, applications, transcription of tapes. Editing of grammar. 30 years experience. \$1.25/D.S.P. (same day \$1.50) 7 Days/week. On Campus/Peel/ Sherbrooke. Paulette 288-9638

SERVICES OFFERTS

Haircolour by supervised apprentices at discounted rates. Tues & Wed. call 935-5175 for info.

Économie

Face à la crise financière : l'ébranlement des dogmes

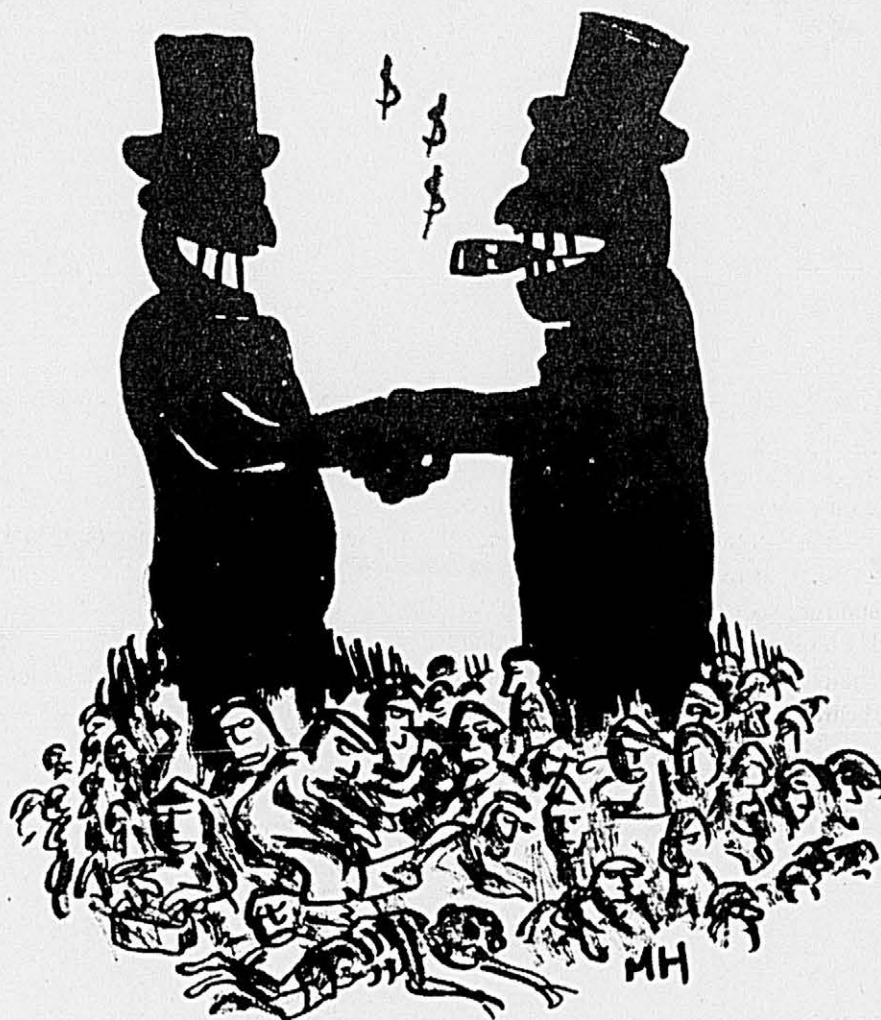
SÉBASTIEN MOSBAH

Les crises financières asiatique et russe commencent-elles à ébranler les dogmes économiques de ces vingt dernières années? Les dernières actions et déclarations des « grands manitous » de l'économie mondiale que sont les dirigeants des banques centrales, des organismes internationaux comme le F.M.I. et les hommes politiques (de moins en moins dirigeants, de plus en plus dirigés!) semblent aller dans ce sens. Même

D'autre part, le phénomène de la mondialisation (tout le monde en parle mais personne ne sait ce que c'est) s'est étendu. Le libre-échange comme unique solution de développement et de croissance est devenu le discours dominant des dirigeants occidentaux. Il faut tout de même remarquer que le commerce extérieur des États-Unis, premier défenseur du libéralisme, ne représente que 12% de son PNB.

délocalisations, à se procurer la main d'œuvre la moins coûteuse. Les pays du tiers-monde se font d'ailleurs une concurrence féroce entre eux pour attirer ces capitaux : les travailleurs de ces pays doivent alors composer avec une législation sociale très laxiste.

Un autre phénomène majeur résulte de la libéralisation financière : le développement de la spéculation sur les monnaies. Le volume des transactions sur les monnaies atteint aujourd'hui plus de 1000 milliards de dollars par jour (contre 150 mil-



certain médias (le très respecté *Financial Times* par exemple) mettent de l'eau dans leur vin ultra-libéral.

Pour comprendre comment nous en sommes arrivés là, il faut revenir sur les politiques et les discours économiques des pays occidentaux. En effet, la crise des années soixante-dix a remis en cause les politiques dites d'inspiration keynésienne, qui donnaient une place importante à l'État dans la réglementation de la vie économique. Les années 80 ont été marquées par un complet revirement de l'idéologie dominante vers le néo-libéralisme. L'État ne devait plus s'immiscer dans le jeu économique, les marchés étant censés s'autoréguler. La réduction des dépenses publiques, la baisse des impôts et les privatisations ont alors constitué les leitmotivs de la politique économique.

La libéralisation financière

Le discours libre-échangiste a accompagné une libéralisation financière bien réelle. La constitution d'un marché de la finance totalement libre à l'échelle mondiale (favorisé, entre autres, par le quasi mort-né AMI, Accord multilatéral sur l'investissement) était censée favoriser la croissance et le bien-être mondiaux. En effet, ce marché libre devait permettre ce que les économistes appellent l'allocation optimale des ressources, c'est-à-dire une plus grande adéquation entre l'épargne et l'investissement.

Cependant, si les investissements directs à l'étranger ont effectivement progressé (de 60 milliards de dollars par an en 1985 à 335 milliards en 1997), ils ont principalement été effectués par de grandes entreprises occidentales cherchant, grâce aux

liards en 1985).

La crise asiatique a ainsi débuté par des manœuvres spéculatives sur la monnaie thaïlandaise. De vastes retraits de capitaux de l'ensemble de ces économies dites émergentes ont suivi. Ces pays sont maintenant en proie à de graves récessions. Paradoxalement, ces économies étaient désignées il y a peu comme les bons élèves du capitalisme mondial.

Aujourd'hui, les « orthodoxes » libéraux sont obligés de modérer leurs ardeurs. La faillite effective de l'application dogmatique de leurs préceptes les engage à envisager des modes de régulation du marché. Certains commencent même à accepter l'idée d'un certain contrôle des capitaux. Ironie du sort, jusqu'à suivre certains économistes hétérodoxes qui proposent, par exemple, de taxer les mouvements de capitaux à court terme?

«Je ne cherche pas, je trouve.»

Des programmes d'études thématiques : collaborations privilégiées avec le milieu.

Un soutien financier assuré : bourses de l'INRS et bourses d'excellence.

Une formation adéquate au marché : 94 % des diplômés ont un emploi après un an.

La formation à l'INRS

- Maîtrise et doctorat en sciences de l'eau
- Maîtrise professionnelle en sciences de l'eau
- Maîtrise et doctorat en sciences de l'énergie et des matériaux
- Maîtrise et doctorat en sciences de la terre (Programmes conjoints INRS - Université Laval)
- Maîtrise en sciences expérimentales de la santé
- Maîtrise en microbiologie appliquée
- Maîtrise en virologie et immunologie
- Doctorat en virologie et immunologie (Programme conjoint INRS/IAF - Université de Montréal)
- Doctorat en biologie (Programme conjoint INRS/IAF - UQAM)
- DESS en technologie de l'information (Programme conjoint INRS - ETS - TELUQ - UQUAM)
- Maîtrise et doctorat en télécommunications
- Maîtrise professionnelle en génie logiciel (Programme conjoint INRS - ETS - UQUAM)
- DESS en analyse socioéconomique de la réhabilitation des infrastructures urbaines
- Maîtrise en analyse et gestion urbaines (Programme conjoint INRS - UQAM - ENAP)
- Doctorat en études urbaines (Programme conjoint INRS - UQAM)
- Séminaires de doctorat (INRS-Culture et Société)
- Stages et études postdoctorales



Université du Québec
Institut national de la recherche scientifique

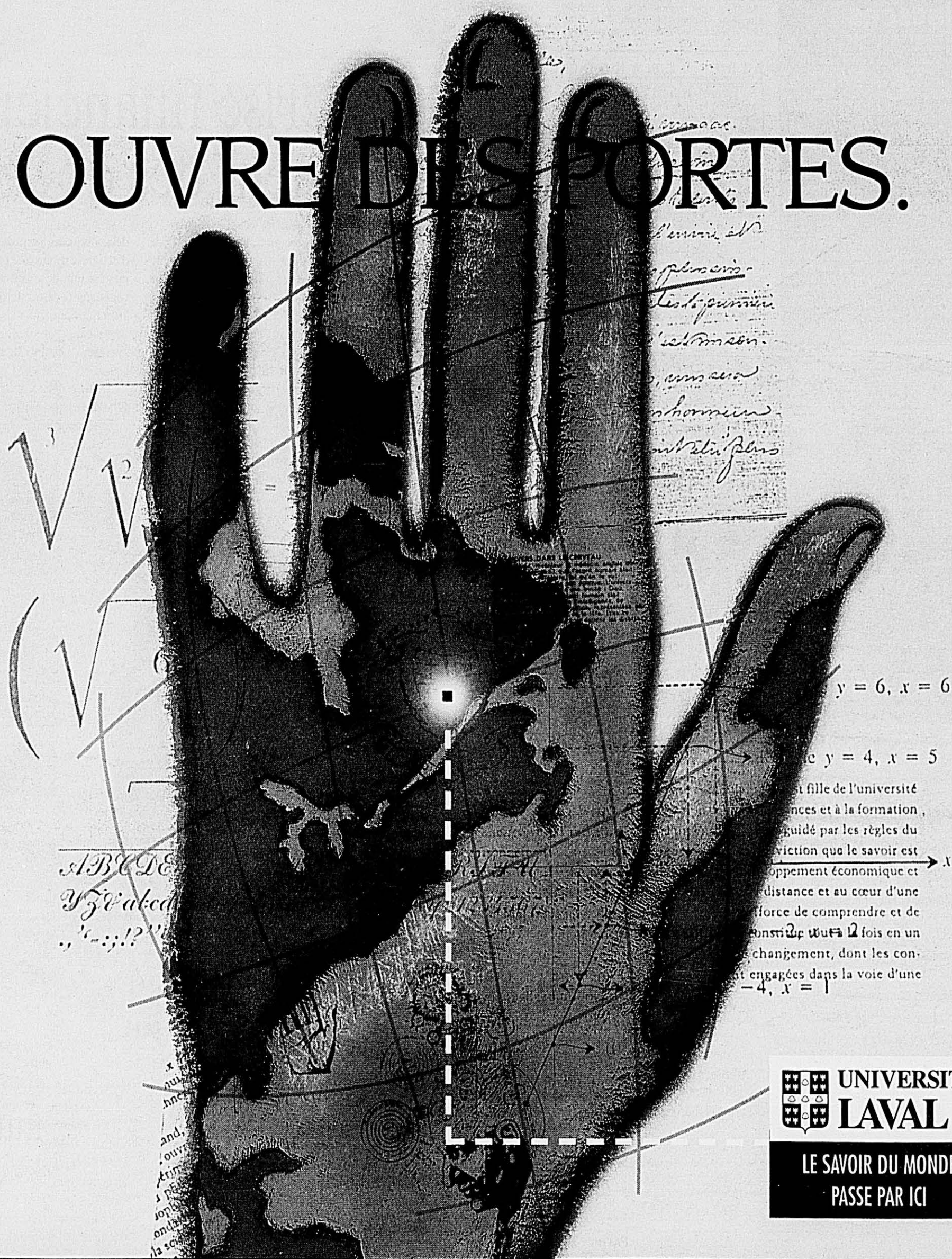
Téléphone : (418) 654-2500 Internet : www.inrs.quebec.ca
Téléphone sans frais : 1-877-326-5762

Le Délit français est publié tous les mardi. Si vous voulez acheter l'un de nos espaces publicitaires, veuillez contacter Letty ou Boris au 398-6790.

LE DÉLIT

DEP 1991

OUVRE LES PORTES.



**UNIVERSITÉ
LAVAL**

**LE SAVOIR DU MONDE
PASSE PAR ICI**

Faire ses études supérieures à Québec, . .
c'est avoir le marché du travail et le monde à portée de la main.

- Internationalisation des programmes de formation
- Programmes de formation axés sur la carrière

- Stages d'intervention professionnelle en milieu de travail
- Domaines de recherche de pointe, dont plusieurs soutenus par les entreprises

- Programmes de formation et de recherche sur mesure
- Généreux programmes de bourses et de soutien au revenu
- Accès gratuit à Internet pour tous les étudiants

- Environnement de travail propice au développement intellectuel

www.ulaval.ca

Bureau d'information et de promotion • Université Laval • Cité universitaire (Québec) Canada G1K 7P4
Téléphone : (418) 656-2764 • Télécopieur : (418) 656-5216